



Le GMIF à l'offensive sur les efforts industriels

Écrit par Jean-Christophe BARLA Publié dans Industrie

Déterminé à faire reconnaître la place indispensable de l'industrie dans la région, le Groupement Maritime et Industriel de Fos (GMIF) s'engage à toujours plus de dialogue et de pédagogie auprès des élus et riverains des usines. « Allo Industrie » y contribuera dès avril.

A partir d'avril, il sera possible d'être alerté en amont par un message sur Twitter, si une usine du golfe de Fos ou de l'étang de Berre prévoit un épisode de torche, ou de se connecter, en cas d'incident, sur un site internet dédié, « Allo Industrie », afin de recueillir toutes les informations disponibles. Il suffira simplement de s'abonner gratuitement au service. Le dispositif a été éprouvé en Normandie par les industriels de l'estuaire de la Seine (www.allo-industrie.com). Il va donc se décliner dans les Bouches-du-Rhône. Une résultante des échanges menés dans le cadre de la concertation « Réponses » sur une dizaine de communes du pourtour de l'étang et du bassin fosséen sous la coordination du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI). Impliqués sur l'un des collèges pour porter la parole et la vision des industriels dans les échanges et réflexions, le GMIF et l'association Environnement Industrie expriment, par la création d'Allo Industrie sur l'arrondissement d'Istres, leur volonté d'accentuer leur transparence vis-à-vis des collectivités et des riverains des usines. « Réponses visait à restaurer la confiance entre tous les interlocuteurs, nous devons maintenir le lien avec la population car ce n'est jamais gagné, explique Marc Bayard, président d'Environnement Industrie et vice-président du GMIF. Il faut écouter les préoccupations des gens, mettre en œuvre les moyens d'y répondre. Les activités industrielles sont extrêmement réglementées, elles sont bénéfiques, mais le risque zéro n'existe pas. Si la confiance n'est pas là, personne n'en voudra près de chez soi ».

Démarche de progression

Le GMIF va parallèlement encourager les industriels à accroître le rôle des Commissions locales d'information et d'échange (Clié), un dispositif de dialogue (non imposé par la loi) que plusieurs ont déjà initié et qui démontre ses vertus pour des relations plus apaisées. « Elles pourraient devenir de vraies conférences riveraines avec tous ceux qui sont intéressés par les améliorations des sites industriels, maires, associations, simples citoyens, confie Jean-Michel Diaz, président du GMIF. Réponses a été un vrai progrès pour se parler, s'écouter, avancer ensemble.

L'acceptabilité de l'industrie passe par cette communication régulière avec la population ».

Lassé des reportages à charge qui limitent l'expression des industriels à la portion congrue, le GMIF veut mieux promouvoir les efforts des entreprises pour réduire leurs impacts au prix d'investissements parfois colossaux. A l'image de KemOne dont le PVC est présent dans notre quotidien (habitat, médical...). « En modifiant nos procédés de fabrication en 2017, nous avons réduit de 25% nos émissions de CO2. D'ici à 2022, nous allons encore la diminuer de 25%.

Si ce PVC n'est pas fabriqué en France, il faudra aller le chercher en Chine. Par tonne de PVC produite, KemOne émet hors transport cinq fois moins de CO2 que les Chinois. Nous avons donc tout intérêt à favoriser une industrie française » explique Bertrand Baudet, directeur de KemOne à Lavera où travaillent 350 personnes. « Un emploi industriel, ce sont cinq emplois en retombées indirectes » renchérit Marc Bayard. Dans le cadre de Réponses, Environnement Industrie travaille avec Atmosud sur les modalités de mesure et de réduction des particules ultra-fines.

Pour Jean-Michel Diaz, il faut regarder la démarche constante de progrès. « L'industrie a réduit de 70% ses rejets dont la moitié ces 15 dernières années. Elle travaille à un objectif de bilan net 0 carbone à 2050 alors que les besoins de logement, d'alimentation, de transports, d'équipements collectifs de la population vont encore augmenter. L'économie circulaire, la mutualisation d'utilités entre sites industriels concentrés permettront d'obtenir de meilleurs bilans environnementaux que si les usines sont dispersées. L'évolution doit impliquer aussi les transports, le bâtiment, l'agriculture et les consommateurs eux-mêmes pour changer les pratiques ».

Jean-Christophe Barla

https://www.businews.fr/index.php?option=com_k2&view=item&id=2360:le-gmif-a-l-offensive-sur-les-efforts-industriels&Itemid=830&utm_source=newsletter_920&utm_medium=email&utm_campaign=l-hebdo-de-businews-fr-toute-l-actu-en-un-clin-d-oeil-du-24-fevrier-au-1er-mars-2020

Diffusé dans la newsletter du 2 03 20 à 12 000 abonnés